



La Commune



Un putsch pro-impérialiste

 Honduras

Le Honduras, capitale Tegucigalpa, est un petit pays d'Amérique centrale de 7.500.000 habitants dont la superficie est le cinquième de celle de la France. 70% de ses exportations (bananes, café et sucre) se font à destination des Etats-Unis, dont il est de fait une semi-colonie aux mains de 15 familles qui le contrôlent. C'est pour lui que l'humoriste américain O.Henry a inventé en 1904 l'expression de " République bananière ". Le 28 juin, deux heures avant une consultation populaire devant autoriser le président de la République, Manuel Zelaya, à convoquer une Assemblée constituante, l'armée hondurienne a organisé un putsch et expulsé le président et sa famille hors du pays.

Depuis que Zelaya se trouve au Nicaragua à proximité de la frontière du Honduras, il n'y a pas eu de changements stratégiques dans les deux camps en lutte. Zelaya s'occupe à organiser ce qu'il appelle une " armée populaire pacifique " et bien qu'il conserve des espoirs dans l'intervention des Etats-Unis, il a déclaré " *Les peuples ont le droit de protester, le droit à l'insurrection, c'est le cas du peuple du Honduras, qui est réprimé brutalement* ". De son côté Micheletti justifie le putsch qu'il a organisé : " *Nous avons sauvé le pays de l'autoritarisme* ". Ce chef d'entreprise dit avoir construit un barrage contre " l'interventionnisme de Chavez ". Le régime, de fait, justifie ses affirmations en essayant d'éteindre les protestations par la répression contre la population en général et les dirigeants en particulier.

Alors que continuent grèves, mobilisations et barrages routiers lancés par le Front National de Résistance, l'impérialisme continue sa pression pour que chaque partie accepte l'accord de San José avec la médiation d'Arias et donne ainsi de l'oxygène aux putschistes de Micheletti. Les tensions s'aggravent dans la région, sur fond de débats sur l'utilisation des bases américaines en Colombie, Chavez parle d'une possible guerre et Rafael Correa, président de l'Equateur, déclare que certains veulent le déstabiliser " *après Zelaya, le prochain c'est moi* " affirme-t-il.

Un conflit dans le cadre de la nouvelle étape de crise capitaliste

Cet affrontement est dans une dynamique dont l'issue est incertaine et il faut analyser la situation du Honduras dans un contexte plus général. La crise capitaliste commencée aux Etats-Unis et qui s'est répandue sur toute la planète a ouvert une nouvelle étape dans la

situation mondiale, avec des affrontements et une polarisation croissante, qui aboutissent à de grandes luttes et à des situations révolutionnaires. C'est une bataille dans laquelle l'impérialisme et la bourgeoisie vont essayer de recomposer le système, créer de nouveaux mensonges politiques et idéologiques à l'échelle mondiale, ils vont combattre avec toutes leurs armes pour que le système ne disparaisse pas et que les peuples pauvres paient les coûts de leur crise. La question est : que vont-ils faire dans des conditions qu'ils leur sont plus défavorables qu'à l'étape antérieure.

Obama, l'impérialisme souriant

La victoire d'Obama fut accueillie avec sympathie par de larges secteurs qui le voyait bien différent de Bush. Qu'y-a-t-il de différent ? Qui est-il ?

Les républicains se sont caractérisés par une politique extérieure agressive, sous le couvert d'attaques préventives pour " se défendre du terrorisme ". Avec Bush, dominait le " bâton ", ce fut le cas avec l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan.

Obama trace un " nouveau profil ". Nouveau par rapport à Bush, mais toujours identique dans sa volonté de maintenir la domination impérialiste. Il a exprimé une volonté de détente avec Cuba, mais il maintient le blocus. Il dit qu'il fallait se retirer de l'Irak, mais il n'en est pas parti et renforce l'invasion en Afghanistan. Il a repris le rapprochement avec la Chine pour qu'elle continue à acheter des bons du trésor américains, tout en lui demandant de l'aide pour "mettre en accusation " la Corée du Nord et l'Iran.

Pour Obama, l'Honduras est un test pour la poursuite de sa politique en Amérique latine et dans le monde. Les Américains ont été partie prenante du coup d'état. Mais à la différence des époques antérieures il n'existe pas de condition politique pour le soutenir ouvertement. Ils appellent maintenant à la négociation pour gagner du temps et permettre aux putschistes de consolider leur situation, en espérant que la résistance s'affaiblira. Déjà certains fonctionnaires de la Maison Blanche ont cessé de qualifier de coup d'état ce qui s'est passé au Honduras et mettent l'accent sur les supposées violations de la Constitution de la part de Zelaya.

Le militarisme de Bush a laissé la place à la politique de " la carotte " (c'est-à-dire la négociation), tandis qu'il prépare le bâton impérialiste contre le Venezuela et l'ALBA. Cette politique correspond à la manière dont Obama entend répondre à la situation mondiale alors que, chef de l'impérialisme mondial, il affronte la nouvelle étape dans une situation de faiblesse.

Colombie, un cas à part.

A partir du refus de l'Equateur de renouveler l'accord permettant aux Etats-Unis d'utiliser la base de Manta, Obama est en train de négocier un

accord avec Uribe pour utiliser de trois à sept bases militaires colombiennes, soi-disant pour combattre les " narcotrafiquants " et les " terroristes ", aggravant ainsi le Plan Colombie de Bush. Le mensonge est si grossier que le président colombien Uribe a dû faire une tournée pour rassurer les principaux gouvernements latino-américains, en voulant leur faire croire que les " marines " vont se servir de ces bases sans les commander.

Il est honteux de voir le cynisme de certains présidents qui, au prétexte de respecter la souveraineté colombienne, laissent se développer la présence militaire américaine, en échange d'on ne sait quelles " garanties ". C'est cette politique qui s'est exprimée dans la réunion de l'Unasur (Union des Nations Sud-Américaines). Non seulement ils ne se sont pas prononcés contre les bases impérialistes mais, aussi bien Lula que Cristina Kirchner se sont assis aux côtés des agresseurs, Obama et Uribe, pour négocier un accord.

Un objectif : freiner la révolution latino-américaine

Année après année les Américains ont vu les peuples du continent se soulever contre leurs intérêts, nationalisant les ressources naturelles, parvenant à des conquêtes démocratiques et s'affrontant aux puissants. C'est ainsi, bien qu'avec de grandes contradictions, qu'ont surgi des pays indépendants de l'impérialisme. Ceci s'est concrétisé dans les Assemblées constituantes de Bolivie, d'Équateur et du Venezuela. Le Honduras empruntait ce chemin et le coup d'état essaie d'interdire la réalisation de la Constituante soutenue par la mobilisation populaire.

L'impérialisme a " les cheveux qui se dressent " devant des processus qui échappent à son contrôle direct et desquels surgissent des pays indépendants, bien que restant dans l'orbite capitaliste. Le coup d'état fait l'objet d'un rejet total et d'un isolement international, son seul appui explicite est celui de l'état raciste d'Israël.

Mais le plus important est la lutte héroïque des travailleurs et du peuple du Honduras à travers le Front National de Résistance. Barrages routiers, manifestations, combats de rue, grèves générales ne laissent aucun moment de répit au régime putschiste. Le combat en cours et la polarisation croissante présagent une aggravation de la crise si le plan de négociation reste un échec.

Vive la lutte du peuple du Honduras !

Les mesures prises par Zelaya, bien que ne signifiant pas des changements de fond pour en finir avec la pauvreté, ont irrité l'impérialisme et la bourgeoisie hondurienne. Le président destitué rejetait l'idée du Pentagone et du général Vasquez de construire une nouvelle base américaine sur la côte du Honduras en voulant faire de Palmerola un aéroport civil ; il a rompu avec le Parti Libéral ; il a augmenté les salaires

des employés publics et poussait pour qu'il en soit de même pour celui des travailleurs du privé ; il réduisait le prix des combustibles en intégrant le Honduras à Petrocarribe, contre Texaco, Esso et Standart Oil ; il s'est opposé à une loi qui donnait des licences d'exploitations minières à Gold Corp et Américan pacific ; il a pris d'autres mesures le rapprochant des secteurs populaires jusqu'à l'adhésion à l'ALBA et à l'organisation d'une consultation pour une Assemblée Constituante. Ces faits ont conduit les putschistes à le virer du pouvoir. Cependant, Zelaya a développé une politique pleine de contradictions : un jour il appelle à l'insurrection et un autre jour à faire confiance dans la politique impérialiste d'Hilary Clinton, d'Obama et du plan Arias, qui l'obligerait à amnistier les putschistes, à former un gouvernement avec eux et à s'abstenir d'appeler à une Assemblée Constituante.

Nous ne partageons pas la politique ni le projet de Zelaya, qu'il définit lui-même de centre gauche, tandis que nous sommes pour un changement de fond pour le Honduras qui implique une issue socialiste. Ceci étant, nous soutenons les luttes pour son retour. Au-delà de cette revendication, notre confiance repose sur la mobilisation des travailleurs et du peuple Hondurien et de son organisation pour l'auto-défense, sur la mobilisation des peuples du Venezuela, de l'Equateur, de la Bolivie, du Nicaragua, de Cuba

MST-Nouvelle Gauche

nous sommes au service de cette lutte.

Buenos Aires septembre 2009

Dernière minute

A propos des élections générales du 29 novembre, prévues par les putschistes et l'impérialisme américain, " la majorité des pays des Amériques ont annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas des élections organisées par le gouvernement. Dans le camp de la Résistance des négociations sont en cours pour présenter une candidature unique à la présidence. " " Nous ne participerons que si le coup d'état militaire prend fin et que le président Zelaya est restitué dans ses fonctions " a assuré le syndicaliste Carlos Reyes " (le Monde du 12 septembre 2009)

Modifié le dimanche 11 octobre 2009

Voir aussi dans la catégorie International

Manger avec un dictateur.

Macron reçoit à l'Elysée le dictateur saoudien. Avec son arrivée sur le trône, le roi Salmane a fait de son fils Mohamed ben Salmane l'homme le plus puissant de l'Arabie Saoudite. Ce... >>



Nicaragua : la Caravane historique et la Commission internationaliste ont défié la dictature d'Ortega-Murillo

Hier, la Commission Internationale pour la liberté des prisonnières et prisonniers politiques au Nicaragua, promue par la Ligue Internationale Socialiste avec le PRT de Costa Rica, Alternativa... >>



Nicaragua : ce que c'était, ce que cela pourrait être, ce que c'est

Ces questions reviennent dans chaque réunion, dans chaque rencontre, dans chaque discussion avec des collègues, des étudiants ou des voisins, lorsque nous parlons d'activités de diffusion et de... >>



Nous ne sommes pas indifférents. Le Nicaragua nous convoque



Nous avons toujours porté le Nicaragua et les luttes de son peuple rebelle d'Amérique centrale dans nos consciences et nos cœurs. Parce que sa puissante révolution de 1979 contre la sinistre... >>



1962 : victoire du peuple algérien sur le colonialisme

La révolution algérienne débute en 1954. Elle oppose les nationalistes algériens à la France qui occupe le pays depuis 1830. Elle s'inscrit dans le mouvement de décolonisation qui fait suite... >>



Etats-Unis : victoire de l'obscurantisme.

Ce vendredi 24 juin 2022 est certainement le jour le plus sombre pour les femmes états-uniennes. La Cour suprême a renversé l'arrêt de 1973 qui garantissait le droit à l'avortement dans... >>
